

# L'Étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire



Carrières-sous-Poissy

Lundi 18 juillet 2016

## ***Un attentat écœurant, des guerres révoltantes***

**L'odieux attentat qui a frappé Nice le soir du 14 juillet ne peut que remplir d'effroi. En lançant son camion à pleine vitesse à travers la foule, l'assassin a fait 84 morts, hommes, femmes, enfants. Devant cet acte barbare, on ne peut que se sentir touchés et solidaires des victimes et de leurs proches.**

Les motivations exactes du tueur restent encore floues. Était-il une recrue de l'État islamique, qui a revendiqué l'attentat deux jours après ? Ou s'agit-il d'un acte isolé d'un déséquilibré à la folie meurtrière ? Il est vrai qu'il intervient dans un contexte général marqué par des attentats en Europe, aux États-Unis et au Moyen-Orient inspirés ou commis par l'État islamique.

Aussitôt, François Hollande a décidé de prolonger l'état d'urgence qu'il voulait lever quelques heures plus tôt. Le massacre de Nice souligne pourtant son inutilité. Et aux gesticulations de Cazeneuve qui appelle les « patriotes » à s'engager sous les drapeaux pour on ne sait trop quelles missions, il faut ajouter les réactions ridicules de la droite. Dans la course à l'élection présidentielle, les candidats à la primaire de droite rivalisent de postures martiales et de propos répugnants mélangeant terroristes, musulmans, migrants et immigrés. À Nice, l'assassin a frappé aveuglement sans se préoccuper de l'origine ou de la religion de ses victimes.

### ***15 ans de guerre et d'interventions impérialistes***

Comme après les attentats du 13 novembre, Hollande s'est aussi empressé d'annoncer une intensification des bombardements français en Irak et en Syrie.

Les populations syriennes et irakiennes subissent attentats, guerre et massacres depuis des années. Plus de 620 Irakiens sont morts dans des attentats depuis février 2016. En Syrie, un décompte crédible est-il possible ? Et pourtant, c'est sur ces populations déjà meurtries, premières victimes des actions des groupes djihadistes, que Hollande se propose de frapper.

L'émotion et la colère ne doivent pas nous rendre complices de la politique guerrière de François Hollande. La barbarie des bombardements des grandes puissances ne vaut pas mieux que celle de l'État islamique.

Ce sont justement les guerres menées par les pays prétendant aux rôles de gendarmes du monde qui ont

créé une situation de chaos au Moyen-Orient. Ces guerres impérialistes sont la première cause de la prolifération des groupes armés se réclamant du djihadisme, qui cherchent à imposer leur dictature réactionnaire et sanglante sur les populations de cette région.

En 2001, les États-Unis avaient déclenché la guerre en Afghanistan (accompagnés par la France) puis celle d'Irak en 2003, en réponse aux attentats du 11 septembre. Quinze ans après, un rapport britannique officiel dénonce les mensonges de Tony Blair, Premier ministre anglais de l'époque pour suivre les États-Unis dans cette guerre pour le pétrole. Non seulement ce sont les populations qui ont été saignées par ces offensives mais aujourd'hui ces pays sont en proie à la guerre civile. Tout comme l'est la Libye après l'intervention franco-anglaise. En Irak et en Syrie, l'hostilité entre Sunnites et Chiites, instrumentalisée par le gouvernement américain dans les années 2000, est aujourd'hui un des terrains sur lesquels prospère l'État islamique.

### ***Refuser l'union nationale***

L'impérialisme et l'islamisme radical poursuivent les mêmes buts : la mise en coupe réglée de la population en utilisant tous les préjugés pour diviser les opprimés entre eux.

En poursuivant ces politiques guerrières, les dirigeants français ne défendent pas la paix et la sécurité dans le monde. Ils aggravent la misère et la haine. Ils ne visent qu'à préserver les intérêts économiques des grandes multinationales, du pétrole ou de l'industrie d'armement, peu leur importent les conséquences pour les populations, là-bas comme ici.

C'est pourquoi, quelle que soit notre révolte face à ces attentats odieux, nous devons refuser résolument de marcher dans leur union nationale, où les possédants et les gouvernants voudraient nous emmener à soutenir la poursuite de guerres faites pour leurs profits, et où nous n'avons rien à gagner, et tout à perdre.

**Missions chaudes, primes gelées**

Au retour de mission c'est passage par la case paperasse pour pouvoir toucher la prime. Mais mieux vaut être bien informé ou être aidé pour connaître les démarches à suivre. Dès qu'il s'agit de pognon la direction est peu bavarde.

Des collègues ont déclaré des heures de voyage comme cela se fait pour tous les grands déplacements. Mais pour la hiérarchie, la prime est sensée couvrir tous les dédommagements, point barre. Problème, son montant couvre juste les heures sup' effectuées. Exit les indemnités d'heures de voyage malgré les longues journées de transport. Cette prime n'en a que le nom.

Si on doit s'en tenir à une prime de mission, alors elle doit être revalorisée et identique pour tous, TAM et IC.

**Diviser pour mieux serrer nos ceintures**

Non contente d'avoir mis fin aux augmentations de salaires à effet rétroactif, la direction a provoqué un glissement sans retour des augmentations individuelles IC.

Une minorité d'heureux élus ont été augmentés en juin. Si vous n'avez rien vu passer, c'est que : soit vous aurez une rallonge en septembre, soit, comme la majorité, vous n'aurez rien du tout cette année.

Mais la direction met le secret sur cette 2<sup>e</sup> vague, pour mieux l'annuler au moindre prétexte budgétaire.

Il est temps de mettre fin à l'hypocrisie.

**L'« esprit de la Loi Travail »... Ça Valls à PSA**

Un nouvel accord compétitivité vient d'être signé à PSA par tous les syndicats sauf la CGT. Le 8 juillet, Manuel Valls twittera : « Accord remarquable chez PSA : trouver avec les syndicats de l'entreprise les solutions pour s'adapter et rebondir. Esprit de la Loi Travail. » Certes, PSA, Renault, voire la SNCF, n'ont pas attendu la Loi Travail pour imposer depuis 2013 leurs accords locaux et autres chantages qui prévalent de fait sur tout accord national.

**Signataires mais pas fier ?**

Depuis 10 jours que les principales organisations syndicales de PSA ont signé le NEC, c'est le calme plat à Carrières. Aucune d'entre elles ne vient faire la retape pour défendre cette signature. Les arguments manquent-ils ?

Quelques pistes au hasard pour les y aider :

- Les heures supplémentaires des ouvriers de production, non plus majorées de 25 % mais stockées dans un compte que la direction peut vider à son gré, deviennent quasi gratuites pour PSA.

- Les 1,2 milliards de bénéfices se traduisent par 0,4 % d'AG (Sauf M. 14 000€/jour pour qui c'est +100%)

- le maintien des usines et de l'emploi n'est plus garanti pour les 3 prochaines années.

- Une promesse de 1000 embauches (mais 17 000

emplois supprimés en trois ans).

Difficile de présenter tout cela sous un jour favorable aux salariés même avec beaucoup d'imagination.

**Plus question de fric que de Brexit**

Le Brexit a été brandi par la direction et les syndicats complaisants pour faire signer le nouvel accord. C'était donc aussi ça que Tavares appelait « *prendre des mesures adéquates* » sur son blog.

Pas froid aux yeux, la direction affirme qu'elle perdrait 1,6 milliard d'euros sur le marché anglais. On a du mal à y croire. En tout cas, elle pleurniche de ne pas avoir d'usine sur place. Pour cause : l'usine de PSA Ryton a été fermée en 2007 après avoir imposé à nos collègues anglais à coup de chantages (à la fermeture !) des baisses de rémunération et augmentations du temps de travail... exactement ce que prévoit le nouvel accord !

Barrières douanières et fluctuations de la monnaie ne sont que des prétextes bidon pour sauver leurs bénéficiaires sur notre dos...

**100 % dans l'action**

À l'usine de Saint-Ouen, samedi 9 juillet en séance de H+ collectif, 30 salariés ont fait grève et défilé dans les ateliers en scandant « les samedis au boulot, on en veut pas ». La direction pérorait que les syndicats signataires du NCS2 représentent 80 % des salariés. Il est fort probable que 80 % des intéressés soient en désaccord avec cette affirmation.

La signature n'engage que ceux qui ont signé et ne va heureusement pas empêcher les salariés de se mobiliser contre son application.

**Maroc : 630 métallos en grève depuis 7 mois**

Maghreb Steel emploie 1 500 salariés, dans des conditions catastrophiques et pour des salaires très insuffisants. Pour se défendre les salariés ont construit un syndicat. 7 fondateurs du syndicat ont été licenciés, entraînant une grève dure mais déterminée, pour le droit de s'organiser et des salaires décents. Quand des travailleurs se battent, quel que soit leur pays, c'est pour défendre les mêmes intérêts.

**La lutte paie**

Il y a deux semaines, les ex-ouvriers de Continental ont acquis gain de cause auprès de la Cour de Cassation. Sept ans après, celle-ci a confirmé ce que les salariés dénonçaient dès la fermeture. Elle était « *sans cause économique* ». les 1113 licenciements et vies détruites l'ont été pour le fric.

Comme l'a déclaré le comité des luttes des travailleurs de Continental, « *si la justice a entendu leur voix c'est parce que celle-ci a porté bien au-delà de l'usine et même du pays* ».

La Cour de Cassation si prompt à protéger les intérêts des puissants a même tenu à rassurer les salariés en confirmant les indemnités.